

## **Nouveau rapport du GIEC 2022 : 7 points clés à retenir**

Le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a publié lundi le deuxième volet de son dernier rapport, l'AR6. Ce nouveau volet sur le thème « **impacts, adaptation et vulnérabilité** » confirme les prédictions des précédents travaux du groupe d'experts sur l'évolution du climat. Ce rapport se concentre plus sur le rôle de la justice sociale dans l'adaptation de sociétés humaines (et des écosystèmes) au changement climatique.

Retrouvez notre analyse et décryptage du [rapport du GIEC 2021](#).

OMNEGY reprend pour vous les points clés à retenir de ce dernier rapport du GIEC. A noter, cet article se concentre essentiellement sur le [SPM](#) (Summary for Policy Makers, le résumé à l'intention des décideurs).

### **Qu'est-ce que le GIEC et comment fonctionne-t-il ?**

Le GIEC a été créé en 1988 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), "en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade." Il s'agit d'une association de pays, qui compte à ce jour 195 États membres. Depuis sa création, le GIEC a publié cinq rapports d'évaluation, et en est donc à son sixième rapport, l'AR6. Le rapport actuel est composé de trois volets :

- Le rapport du groupe de travail I (WGI), qui est sorti en août 2021. Celui-ci traite uniquement de la compréhension physique du système climatique et du changement climatique ;
- Le rapport du groupe de travail II (WGII), qui vient d'être publié ce lundi 28 février 2022 et qui traite des impacts, l'adaptation et la vulnérabilité des sociétés humaines et des écosystèmes au changement climatique ;
- Le rapport du groupe de travail III (WGIII), qui devrait être publié dans les mois à venir et qui évalue les solutions envisageables pour limiter ou atténuer les changements climatiques.

Il est important de rappeler que le GIEC **ne formule pas de recommandations concrètes, il rassemble et synthétise des milliers de travaux scientifiques, afin d'en tirer des conclusions globales et des projections.**

Le présent rapport est la synthèse d'environ 34 000 papiers scientifiques. Le résumé à l'intention des décideurs (le SPM) a été validé ligne par ligne par les gouvernements des Etats membres. Vous trouverez plus de détails [sur le fonctionnement du GIEC et la rédaction de ses rapports](#) dans notre article dédié au premier volet de l'AR6.

Voici les principales conclusions du nouveau rapport du GIEC, qui s'articule autour de trois concepts définis que sont **la vulnérabilité, l'adaptation ainsi que la résilience.**

### **1. 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes très vulnérables au changement climatique**

C'est sans doute le chiffre le plus frappant de cette publication, qui souligne la vulnérabilité et l'exposition des personnes au changement climatique : 3,3 à 3,6 milliards de personnes (soit près de la moitié de la population mondiale) vivent dans des contextes très vulnérables au changement climatique. La vulnérabilité de l'homme et des écosystèmes sont interdépendantes, avec des modèles de développement non durable qui augmentent considérablement l'exposition aux changements climatiques.

De plus, toutes les régions du monde ne sont pas égales face à ces risques. En fonction des schémas de développement socio-économique croisés, des schémas historiques d'inégalité (comme le colonialisme), de la gouvernance en place, etc., la vulnérabilité des écosystèmes et des populations varie considérablement – et ce même au sein d'une même région.

(b) Différentes facettes de vulnérabilités (moyenne régionale des indicateurs de vulnérabilité)



Source : figure TS 4 du 6ème rapport du GIEC, groupe 2

Le GIEC a notamment mis l'accent sur les impacts du changement climatique sur le continent Africain. Ce dernier est l'un des continents qui a le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre, et est pourtant la région la plus vulnérable aux changements climatiques qui en résultent. Ces risques climatiques s'ajoutent à de multiples inégalités qui existent déjà : inégalités d'accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité alimentaire ou encore à l'instabilité politique.

La vision continentale de ce schéma (ci-dessus) ne rend cependant pas compte des inégalités très fortes qui existent au sein d'un même continent : certaines régions seraient beaucoup plus à risque que d'autres. De plus, bien que l'Afrique soit globalement le continent le plus vulnérable, les autres continents ne sont pas à l'abri : tous les continents sont concernés par ces risques, et sont en retard dans leurs politiques d'adaptation.

## 2. Des risques de plus en plus complexes et difficiles à gérer

Les risques liés au réchauffement climatique et leurs impacts deviennent de plus en plus complexes.

Le GIEC estime que de nombreux dangers climatiques pourraient avoir lieu de manière simultanée, ce qui aggraverait le risque global et les risques en cascade

(c'est-à-dire les risques d'évènements en cascade, où deux catastrophes climatiques se succèdent, comme une canicule suivie d'un méga feu par exemple).

A court terme (d'ici à 2040), **un réchauffement mondial de +1,5 °C entraînerait une augmentation de nombreux risques climatiques**, et présenterait des risques multiples pour les humains et les écosystèmes : perte de biodiversité terrestre et marine, augmentation du nombre d'espèces potentiellement exposées à des conditions climatiques dangereuses, etc. Des actions prises sur le court terme permettraient de limiter certains de ces risques.

A moyen et long terme (de 2040 à 2100), et en fonction du niveau de réchauffement climatique de la planète, nous pourrions faire face à de très nombreux risques pour les écosystèmes et les populations. **Le GIEC a identifié 127 risques clés**, dont les impacts évalués seraient jusqu'à plusieurs fois plus élevés que ceux observés aujourd'hui. Perte de biodiversité, mortalité des arbres, augmentation des feux de forêts, impacts importants sur les écosystèmes océaniques... rien ni personne ne serait à l'abri de risques élevés. Dans les différents scénarios présentés par le rapport du GIEC, les pertes et dommages s'intensifient à chaque augmentation du réchauffement climatique. Ces risques dépendent fortement des mesures d'atténuation et d'adaptation prises à court terme. Il est donc essentiel d'agir rapidement.

### **3. Des conséquences inéluctables si nous dépassons les 1,5 °C**

C'est un chiffre que nous avons tous en tête, surtout depuis le rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C (SR15) commandé au GIEC en 2016 par la COP21, et publié en 2018. Le dernier rapport du GIEC est sans appel : si le réchauffement climatique dépasse (même transitoirement) 1,5 °C au cours des prochaines décennies, de nombreux écosystèmes et populations seront confrontés **à des risques supplémentaires graves par rapport à un maintien en dessous de 1,5 °C**. En fonction de la durée du dépassement et de son ampleur, certains impacts pourraient être irréversibles, même si nous arrivons à réduire le réchauffement climatique par la suite.

**Il est important de rappeler que même un réchauffement maintenu en dessous de 1,5 °C entraînerait des conséquences importantes sur les écosystèmes.** Il est donc urgent d'agir afin de limiter le réchauffement climatique au maximum.

### **4. Le changement climatique tue déjà, et ce depuis plusieurs années**

Le changement climatique n'est pas un risque lointain, ses impacts se font déjà ressentir dans de nombreuses régions. L'augmentation de phénomènes météorologiques extrêmes, telles les sécheresses, vagues de chaleur ou inondations

dépasse déjà les seuils de tolérance de nombreuses espèces, entraînant une mort massive de plantes et d'animaux. Nous constatons aussi que ces catastrophes climatiques se produisent de plus en plus "en cascade" ou simultanément, ce qui a des conséquences complexes et difficiles à gérer.

Les changements climatiques ont déjà exposé des millions de personnes à une insécurité alimentaire importante, et à une grande difficulté d'accès à l'eau. Ces effets se font notamment ressentir en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Il est probable que des régions comme l'Europe souffrent moins que l'Afrique ou l'Asie, mais personne ne sera épargné par le changement climatique. L'Europe a déjà été touchée par de violentes inondations l'été dernier, et ces phénomènes météorologiques extrêmes risquent de se décupler dans les années à venir. La France risque également d'être touchée par des sécheresses, des canicules, des méga feux, etc. Certaines régions seront plus durement touchées, comme la Méditerranée ou les territoires d'outre-mer.

Il existe également aujourd'hui un nombre croissant de preuves que les risques associés au changement climatique sont des moteurs directs de migrations et de déplacements involontaires. La majorité de ces migrations et déplacements involontaires ont lieu à l'intérieur des frontières nationales, les mouvements internationaux se produisant essentiellement entre deux pays voisins. Depuis 2008, c'est plus de 20 millions de personnes en moyenne qui

migrent chaque année à l'intérieur de leur pays, en raison d'aléas climatiques. Rappelons que les effets des facteurs climatiques sur les migrations sont spécifiques à un contexte donné et s'ajoutent à des facteurs sociaux, politiques, géopolitiques et économiques existants. On peut s'attendre à voir ce chiffre augmenter dans les décennies à venir, où de plus de plus de populations devront quitter leur lieu d'habitation à cause des effets du changement climatique.

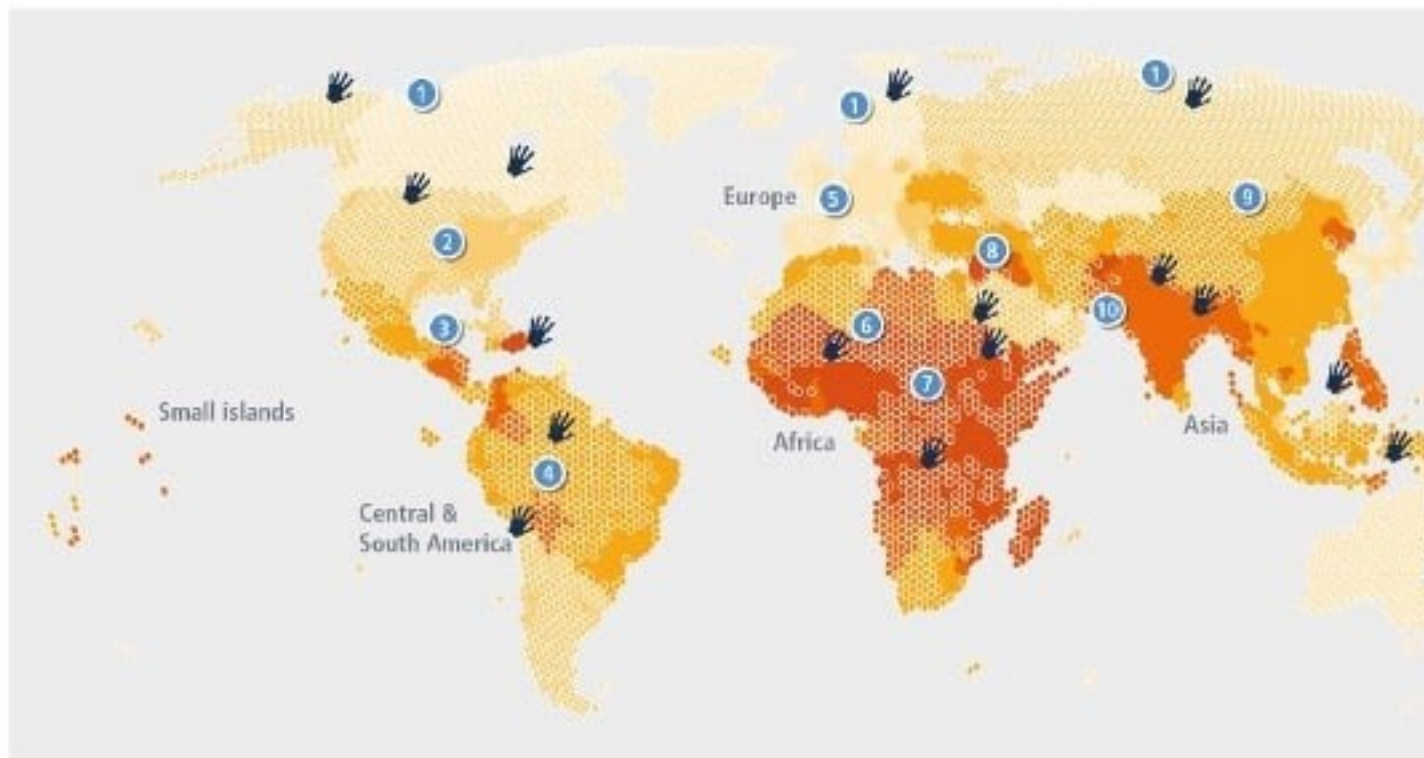
## **5. L'impact sur notre santé physique et mentale**

Le changement climatique est déjà un problème d'ordre sanitaire, qui a un impact sur notre santé physique et mentale. « Dans toutes les régions, les événements de chaleur extrême ont provoqué des morts », les maladies respiratoires sont en augmentation à cause des feux de forêt, ainsi que les pathologies liées à l'eau, la nourriture et aux animaux. Le rapport cite pour exemple la progression du choléra, provoquée par l'augmentation des pluies et inondations.

Le GIEC a dans son rapport mis un accent important sur la santé mentale, pourtant souvent placée en second plan et oubliée par les pouvoirs publics. Le rapport explique notamment que "Les problèmes de santé mentale augmentent avec le

réchauffement des températures, le traumatisme associé aux conditions météorologiques extrêmes, et la perte des moyens de subsistance et de la culture.” Ce phénomène appelle « **éco-anxiété** », avait d’ailleurs fait l’objet d’une étude en septembre dernier par la revue The Lancet, qui fait état de 50% des 16-25 ans interrogés souffriraient d’anxiété, de colère, de tristesse et d’un sentiment d’impuissance et de culpabilité du fait du réchauffement climatique, et 75% sont « effrayés » par l’avenir.

Le rapport souligne également que dans toutes les régions du monde, les impacts sur la santé physique et mentale des populations sapent souvent les efforts de développement inclusif. En effet, les femmes, enfants, personnes âgées, populations autochtones, ménages à faible revenu et les groupes socialement marginalisés sont les plus vulnérables à ces impacts.



### Vulnerability

- Very high
- High
- Medium
- Low
- Very low

### Population density

- High
- Low

✎ Evidence of Indigenous Peoples and Traditional Communities with high vulnerability to climate change

### Example of local vulnerable group | region | aspect of vulnerability | chapter reference

- ① Indigenous Peoples | Arctic | loss of health, livelihood and culture | CCP6.2.7, 11.4.1, 11.4.2
- ② Urban ethnic minorities | North America | inequality and resources | 5.12.3
- ③ Smallholder coffee producers | Central America | economic precariousness and limited support | 5.4.2
- ④ Indigenous Peoples | Amazon | loss of land and social networks | Box 8.7
- ⑤ Elderly | Europe | health issues and social isolation | 13.7.1
- ⑥ Smallholder producers | Sub-Saharan Africa | Tenure insecurity and limited institutional support | 5.4.2
- ⑦ Children | Africa | undernutrition and access to health care | 5.12
- ⑧ Uprooted by conflict | Middle East | access and support | 8.3.2, Box 8.4
- ⑨ Gender inequality | Asia | norms and access | 4.8.3, 10.3.3, 10.5.1
- ⑩ Migrants | South Asia | legal status and economic precariousness | 8.3.4

Source : Figure TS.7 du 6eme rapport du GIEC, groupe 2

Carte présentant les différentes vulnérabilités, basées sur les moyennes nationales.

Cette carte ne présente que quelques exemples de populations vulnérables.

## 6. Privilégier les options d'adaptation inclusives et multisectorielles

Malgré les alertes du GIEC depuis maintenant plusieurs années, la plupart des pays sont aujourd'hui mal préparés à faire face à ces changements. Bien que des progrès dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation ont été observés dans toutes les régions, ceux-ci sont répartis de manière inégale. Un grand nombre d'initiatives

donnent la priorité à la réduction des risques immédiats et court-terme, ce qui a pour effet de réduire les possibilités d'adaptation transformationnelle (qui nécessiterait des efforts sur le moyen et long terme).

Il faut noter que certaines adaptations humaines ont déjà atteint leurs limites "souples", mais celles-ci pourraient être surmontées en s'attaquant à certaines contraintes (financières, institutionnelles et politiques). Dans certains écosystèmes, les limites "strictes" de l'adaptation ont déjà été atteintes, et cette tendance risque de s'aggraver : les pertes et dommages risquent d'augmenter et d'autres écosystèmes naturels et humains risquent d'atteindre les limites strictes de l'adaptation dans les années à venir.

Le rapport souligne que des solutions intégrées et multisectorielles, qui s'attaquent aux inégalités sociales, qui différencient les réponses en fonction du risque climatique et qui traversent les systèmes, **augmentent la faisabilité et l'efficacité de l'adaptation de nos sociétés au changement climatique**. C'est ce type de solution qu'il faut privilégier afin de réduire les risques pour les populations et pour la nature. Ces solutions sont également les plus à même de réduire le risque de maladaptation. En effet, les réponses inadaptées peuvent créer des verrouillages de la vulnérabilité, et des risques qui sont difficiles et coûteux à changer. Cela peut être évité en privilégiant des mesures d'adaptation sur le long terme qui sont multisectorielles et inclusives.

## **7. L'urgence d'agir en faveur d'un développement résilient au changement climatique**

Les risques observés et les tendances de la vulnérabilité de différents systèmes humains et naturels montrent qu'il est urgent **d'agir en faveur d'un développement résilient au changement climatique**. On entend par ça la mise en place de réponses globales, efficaces et innovantes, capables d'exploiter les synergies. Bien que souvent pointée du doigt, la tendance mondiale à l'urbanisation offre en réalité une opportunité cruciale à court terme, de faire progresser le développement urbain résilient au climat.

Un développement résilient au climat n'est possible que lorsque les gouvernements, les populations et le secteur privé font des choix qui donnent la priorité à la réduction des risques climatiques, à l'équité et à la justice sociale. Une coopération internationale facilite également le développement résilient.

Un développement résilient au climat passe également par la sauvegarde de la biodiversité et des écosystèmes. **Le maintien de la biodiversité à l'échelle mondiale dépend de la conservation efficace et équitable d'environ 30 à 50% des terres, eaux douces et océans**. Compte tenu des menaces que le changement climatique fait



peser sur ces écosystèmes, il est urgent de mettre en place des mesures visant à les protéger.

Enfin, un développement résilient au climat va de pair avec une justice sociale accrue, ce que le rapport définit par le concept de « climate justice ».

**Une planification intégrée et inclusive** dans la prise de décision, au sein d'infrastructures urbaines, sociales et écologiques, peut considérablement augmenter la capacité d'adaptation d'établissements urbains et ruraux. Une justice sociale et climatique à des avantages indéniables pour la santé et le bien-être de tous, particulièrement pour les groupes les plus vulnérables aux changements climatiques.

Le rapport traite de l'enjeu énergétique également, en soulignant la nécessité de diversifier les productions d'énergie, notamment grâce au renouvelable (en citant l'éolien, le solaire, et l'hydroélectricité). La question du stockage de l'énergie et de l'amélioration de l'efficacité énergétique des infrastructures est évoquée comme des moyens de réductions des « vulnérabilités au changement climatique ».

Des objectifs à moyen et long terme sont qualifiés de réalisables, tels que l'amélioration de la capacité à répondre aux difficultés d'approvisionnement, la mise à jour des normes de conceptions des actifs énergétiques, ou encore la généralisation des technologies de réseaux intelligents.

### **Conclusion :**

En résumé, nous devons collectivement tendre vers un développement résilient au climat, qui passe par une coopération internationale, des projets planifiés de manière intégrée et inclusive, et un développement urbain écologiquement soutenable. Nos choix et nos actions au cours de la prochaine décennie seront déterminants, car les perspectives de développement résilient au changement climatique seront de plus en plus limitées si les émissions de GES ne diminuent pas rapidement. A ce titre, certaines adaptations nécessitent de « s'attaquer à une série de contraintes, principalement financières, de gouvernance, institutionnelles et politiques » .

Ce rapport lance un terrible avertissement. « Les tendances actuelles et passées n'ont pas permis de progresser vers un développement global résilient au changement climatique ». Le changement climatique est une menace déjà bien présente, qui met en danger notre santé et, à long terme, la survie de nos systèmes humains et naturels. Il est urgent de mettre en place des actions concertées, globales et anticipées, en faveur de l'adaptation. Notre fenêtre d'opportunité se referme rapidement, et nous

devons agir sans plus attendre si nous souhaitons un avenir vivable et durable pour tous.